

Canada au 11<sup>e</sup> rang, soit dans la moyenne. Mais cette situation ne masque pas la sérieuse pénurie de scientifiques et d'ingénieurs.

Il est également troublant que ce pays occupe le 20<sup>e</sup> rang, soit la dernière place, quant à l'efficacité des programmes de formation des entreprises. En termes d'orientation internationale – soit la capacité d'adaptation à la technologie et à l'innovation – nous arrivons au 16<sup>e</sup> rang, et en termes de sciences et de technologie, au 17<sup>e</sup>.

Le Canada doit davantage se tourner vers l'extérieur et vers l'avenir, prendre plus de risques et investir davantage. On compte quelque 400 000 entreprises de fabrication au pays, mais les deux tiers de celles-ci n'exportent pas, même aux États-Unis, pourtant le marché le plus proche et le meilleur client. Avec ce pays, les relations commerciales bilatérales représentent plus de 200 milliards de dollars par an, et ces relations sont assurées par l'Accord de libre-échange. Pendant trop longtemps, le Canada a compté sur l'exploitation de ses ressources naturelles pour assurer un certain niveau de vie. Cependant, au cours des années 90, la croissance proviendra des industries axées sur la matière grise. Dans les secteurs des ressources et de la fabrication, éléments encore essentiels de la prospérité, nous devons améliorer notre productivité, offrir des produits de meilleure qualité et former une main-d'œuvre encore plus qualifiée. Nous devons favoriser, au Canada, l'essor d'une culture fondée sur l'apprentissage. L'éducation est de compétence provinciale, et nous respecterons ce principe dans l'élaboration des objectifs canadiens en ce domaine. Toutefois, l'éducation est un élément-clé de notre position au sein de l'économie mondiale, et c'est un enjeu qui intéresse au premier chef chaque Canadien sans exception. L'éducation est liée au rendement des Canadiens, à leur fierté, à leur prospérité. L'éducation et l'investissement, surtout grâce à la recherche et au développement, sont la clé de l'accroissement de la productivité et, par conséquent, de la compétitivité.

La recherche et développement (R-D) effectuée au Canada laisse les experts perplexes. D'une part, les dépenses canadiennes à ce chapitre dépassent les moyennes des pays de l'OCDE dans des domaines de pointe comme l'électronique, l'aérospatiale et l'informatique; de plus, la R-D du secteur privé canadien a augmenté de 6,5 p. 100 par an, malgré la récession. Mais il reste encore fort à faire. D'autre part, le Canada et l'Italie sont les pays du Groupe des Sept qui dépensent le moins en matière de R-D, tandis que l'Allemagne, le Japon et les États-Unis dépensent deux fois plus à ce poste. Dans le langage des affaires, la R-D n'est rien d'autre qu'un placement pour l'avenir. Le président de Canadien Pacifique, M. Bill Stinson, déclarait récemment que l'investissement consistait simplement à